Femme, vie, liberté !

Le Courage des Iraniennes,
front pionnier d'un mouvement historique contre une théocratie qui a fait de la haine des femmes, le cœur de sa gouvernance depuis 43 ans.

le soulèvement : Téhéran, bd Keshavarz, septembre 2022

Mahsa Jina Amini, jeune kurde iranienne de 22 ans, déclarée morte le 16 septembre par la police des mœurs de Téhéran, trois jours après son arrestation pour une mèche de cheveux dépassant de son hidjab, est devenue en quelques semaines le symbole d'une contestation initiée courageusement par les Iraniennes contre le port obligatoire du voile et pour leurs droits et leur liberté. Les images de ces jeunes femmes jetant leur voile au feu en dansant de joie cheveux au vent, de ces collégiennes piétinant une photo de Ali Khameni, guide suprême de la révolution islamique ou adressant un doigt d'honneur à sa photo affichée dans toutes les écoles du pays, ont fait le tour du monde malgré la censure. Elles disent la jubilation à s'affirmer au grand jour dans l'espace public, le droit d'exister et de vivre librement loin de tout confinement social et

en toute égalité avec les hommes, qui, et c'est une première historique en Iran, sont désormais ouvertement solidaires de leurs revendications. C'est aujourd'hui tout un peuple et sa jeunesse qui souhaitent mettre fin à une dictature théocratique mortifère qui sévit depuis 43 ans et qui ne sait faire qu'une seule chose, réprimer dans le sang tout désir d'émancipation des diktats religieux, qui gouverne le pays au prix d'une menace de mort permanente à l'encontre de son peuple et singulièrement des femmes.
Le slogan « Femme, vie, liberté », slogan kurde né au moment de la création du Rojava en 2012 (Fédération démocratique kurde du nord de la Syrie) est désormais le chant de ralliement de la révolte iranienne repris dans toutes les manifestations de soutien à travers le monde, y compris dans l'Afghanistan voisin où les femmes sont atrocement privées de leurs droits les plus élémentaires par un autre régime religieux, celui des talibans.
La colère a gagné l'ensemble du pays, la révolte ne fait qu'amplifier et devient multiforme malgré les arrestations et les assassinats (environ 200 morts et plus de 20 000 arrestations selon différentes sources) au point de commencer à penser que l'on est peut-être à l'aube d'une révolution. Chose absolument inimaginable il y a peu, la télévision nationale a été piratée le 8 octobre dernier en plein discours du Guide suprême, par le collectif de hackers « Edalat-e Ali (justice d'Ali) » alors que tous les moyens de communication sont quasiment interdits et que l'accès aux réseaux sociaux et à Internet est coupé. On voit le portrait de l'ayatollah Ali Khameni en flammes accompagné des slogans comme « Rejoins-nous et soulève-toi », « Le sang de la jeunesse coule de tes griffes ».

Doit-on s'en étonner ? Le mouvement de contestation porté par les Iraniennes s'inscrit en réalité dans un contexte historique de lutte des femmes dans ce pays qui a commencé il y a bien longtemps mais que le mouvement #Metoo, qui a atteint l'Iran après l'Occident, a amplifié, sensibilisant la population entière à la question des violences faites aux femmes. Ceci combiné au fait que les Iraniennes sont aujourd'hui éduquées avec un taux d'alphabétisation de l'ordre de 90% (alors qu'en 1979, au moment de la révolution iranienne, il n'était que de 32%) et qu'elles ont presque le même accès au travail que les hommes.

Rappelons-nous que dès l'arrivée de l'ayatollah Khomeyni au pouvoir en Iran le 1er février 1979, les Iraniennes se sont mobilisées. Le 8 mars 1979, à Téhéran, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, elles manifestent contre le port obligatoire du tchador décrété la veille par le guide suprême, et pour leurs droits. Le lundi 12 mars suivant, rebelote : plus de 50 000 femmes de tous horizons et de tous âges manifestent dans les rues de Téhéran dont la plupart tête nue (mais pas que, celles portant le voile exigeant qu'il relève d'un choix individuel et non d'un ordre de l'État) au cri de « Nous ne nous laisserons pas enchaîner », « nous préférons la prison plutôt que de disparaître sous le tchador ! ». Il existe un film de ces journées de révolte – document historique sans équivalent – tourné par des militantes du MLF-psychanalyse et politique à l'initiative d'Antoinette Fouque qu'il faut absolument visionner (en libre accès sur Youtube sous le titre « Mouvement de libération des femmes iraniennes année zéro » (https://www.youtube.com/ watch?v=ulJwXHji6f4) pour prendre conscience de ce qui leur tombait dessus et que personne n'imaginait alors pouvoir durer aussi longtemps. Le rideau

de fer de la répression sans pitié contre les femmes s'abat sur elles ne laissant comme échappatoire que l'exil pour celles qui en avaient les moyens.

Désormais renvoyées sans ménagement dans leurs foyers, elles ne pourront plus exercées les métiers de juges ni paraître à la télévision sauf pour présenter – voilées – des émissions enfantines. Elles sont interdites de certains sports et de participer à des manifestations sportives en présence d'hommes. La loi de 1969 sur la protection de la famille est abrogée au profit de la charia, la loi islamique. L'âge légal du mariage est ramené de 18 à 9 ans (âge porté à 13 ans en 2002 sous la présidence réformiste de l'ayatollah Mohammad Khatami), le droit de divorcer est limité à peau de chagrin (alors que n'importe quel mari peut demander une séparation devant un juge sans avoir à en justifier) , la garde des enfants est soumise à des conditions extrêmement restrictives (en gros, il faut l'accord du mari), les épouses ont l'obligation de se soumettre à toutes les exigences de leur mari – y compris sexuelles. Les femmes mariées n'ont pas le droit de voyager sans l'autorisation écrite de leur mari, etc. Il est décrété que la valeur de la vie d'une femme n'est plus que la moitié de celle d'un homme, la polygamie est autorisée jusqu'à 4 épouses, le mariage dit temporaire également.

La répression à l'encontre des Iraniennes réfractaires et de ceux qui les soutiennent se met en place. Le port du tchador devient le marqueur politique du régime. Il est contrôlé par des patrouilles qui parcourent sans cesse les rues pour traquer les tenues « incorrectes ». Les femmes arrêtées encourent une peine de prison allant de quelques mois à des années de détention et s'exposent à des coups de fouet. Harcelées par la police des mœurs et ceux qui relayent ces injonctions vestimentaires dès qu'elles mettent le nez dehors, battues, humiliées, les Iraniennes résistent néanmoins, génération après génération.

En 1992, la journaliste Shahla Sherkat lance, par exemple, la revue « Zanan » (« Femmes » en persan) qui prône un féminisme musulman. L'année 1997, qui est celle de l'élection du président réformateur, Mohammad Khatami (1997-2005), marque un tournant. Les femmes, qui ont contribué à son élection, espèrent une détente. Le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, est de nouveau célébré dans les grandes villes, des ONG et des sites Web féministes fleurissent et se font connaître. Des avocates comme Shirin Ebadi – Prix Nobel de la paix en 2003 – se mobilisent, écrivent dans la presse internationale et essayent, à l'intérieur du pays, de fédérer différents groupes de femmes pour plus de visibilité et de force dans leur action. Shirin Ebadi est ainsi l'initiatrice du collectif le plus important, Hamandishi Zaman (« Réflexion collective des femmes », créé en 2003) à l'origine, en juin 2005, devant l'université de Téhéran, du premier rassemblement public contre les lois discriminatoires à l'encontre des Iraniennes. Alors que ce collectif prépare d'autres actions, la répression s'abat de nouveau avec l'élection du président ultra-conservateur, Mahmoud Ahmadinejad. Néanmoins, se tient le 12 juin 2006, à Téhéran, un meeting de protestation contre les violences faites aux femmes, durement réprimé par le régime. Le mouvement est décimé par une vague sans précédent d'arrestations.

Cela n'empêche cependant pas le lancement, le 27 août 2006, de la campagne de porte-à-porte, « Un million de signatures » réclamant des droits égaux devant la loi pour les femmes et les hommes et visant à rassembler un million de signatures d'Iraniennes et d'Iraniens. Le texte réclamait, entre autres, l'abolition de la polygamie et du mariage temporaire, des droits égaux

pour les femmes dans le mariage comme dans le divorce, le droit pour une femme de transmettre sa nationalité à ses enfants, la hausse de l'âge de la responsabilité pénale à 18 ans pour les filles comme pour les garçons, l'égalité du *dieh* (le prix du sang soit la compensation d'un dommage corporel ou d'une mort) comme des droits de succession, des droits égaux à témoigner devant un tribunal, etc. Cette campagne d'envergure portée par un nombre de plus en plus important d'activistes s'est déployée au-delà des grandes villes sur un temps long et a contribué à l'émergence, après la réélection de Mahmoud Ahmadinejad en 2009, du « mouvement vert », mouvement de protestation contre la fraude électorale et plus largement mouvement social contre un État religieux qui refuse toute réforme libérale et n'assure pas la sécurité économique de son peuple.

Le 27 décembre 2017, à Téhéran, une jeune femme âgée de 31 ans, Vida Movahed, grimpe sur une armoire électrique, en pleine rue, et enlève son hidjab blanc pour l'accrocher à un bâton qu'elle fait tournoyer en l'air. Elle est photographiée et la photo fait le tour du monde. Arrêtée, elle sera relâchée un mois plus tard. Son geste est repris par plus d'une trentaine d'Iraniennes et a lancé le mouvement dit des « filles de la rue de la Révolution » (en référence au nom de la rue où elle avait accompli son geste). #Un hashtag lancé par des Iraniennes apparaît alors sur les réseaux sociaux : WhereIsShe (où est-elle). Les photos se multiplient et circulent sur Internet dans le monde entier.

Le 22 février 2018, c'est au tour de Mariam Shariatmadari de faire la même chose, au même endroit. La jeune femme, blessée par un policier, est arrêtée. Cette fois-ci, la scène a été filmée par des téléphones portables et publiée largement sur les réseaux sociaux, suscitant une vague de protestations et lançant le grand mouvement dit « des foulards blancs », celui de jeunes filles enlevant leur voile et se filmant pour ensuite faire des posts sur les réseaux sociaux.

Depuis, la protestation contre le port obligatoire du voile n'a fait que s'amplifier, les Iraniennes dénonçant pêle-mêle le harcèlement sexuel et la police des mœurs, les patrons de café, de magasins ou de restaurants ainsi que les chauffeurs de taxi qui, relayant les injonctions du régime, exigent le port d'un voile « bien mis ».

Ce qui est admirable et vital pour nous toutes, dans cette lutte des femmes iraniennes, c'est qu'elles bravent la pulsion de mort qui habite tous les dictateurs de la terre, au nom de la pulsion de vie qui les anime, plus forte que toutes les tentatives de destruction, d'asservissement et de colonisation de nos corps.

Elles incarnent aujourd'hui notre espérance.

Christine Villeneuve
Elles Aussi/ AFD

12 octobre 2022